

DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'USAGE D'UN LOCAL D'HABITATION

Article L. 631-7-1 A du code de la construction et de l'habitation

Règlement municipal fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux d'habitation en meublés touristiques de courte durée et instaurant le numéro d'enregistrement

Adopté par la délibération :

- N°2024-031 du 23 juillet 2024 pour la commune de Bangor
- N°053-24 du 30 juillet 2024 pour la commune de Le Palais
- N°2024-056 du 23 juillet 2024 pour la commune de Locmaria
- N°2024-044 du 23 juillet 2024 pour la commune de Sauzon

DEMANDEUR – PROPRIETAIRE

Titre	Nom	Prénom
Adresse personnelle : N°	Voie	
	Complément d'adresse	
	Code postal	Ville
Téléphone	E-mail	
J'atteste être propriétaire du local : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
<i>Si non, je suis mandaté par le propriétaire : (je fournis l'habilitation visée en annexe)</i>		

SITUATION DU LOCAL OBJET DU CHANGEMENT D'USAGE

Adresse du local :	N°	Voie
	Complément d'adresse	
	Code postal	Ville
Typologie :	T1 <input type="checkbox"/> T2 <input type="checkbox"/> T3 <input type="checkbox"/> T4 <input type="checkbox"/> T5 <input type="checkbox"/>	Autre (préciser) :
Surface totale exprimée en m² (cf art. R.111-2 du code de la construction et de l'habitation) :		
Ce bien est : ma résidence principale ; ; ma résidence secondaire ; ; un investissement locatif		
<i>S'il s'agit de ma résidence principale, je souhaite la louer plus de 120 jours par an :</i>		
Oui <input type="checkbox"/> ; Non <input type="checkbox"/> <i>En deçà de 120 jours, je n'ai pas besoin de solliciter une autorisation.</i>		
Le logement est-il en copropriété : Oui <input type="checkbox"/> ; Non <input type="checkbox"/>		
<i>Si oui, j'atteste sur l'honneur que le changement d'usage en meublé de tourisme n'est pas interdit par le règlement de copropriété et ne contrevient pas à ses dispositions</i> <input type="checkbox"/>		
Si mon logement est situé dans le centre-ville de Palais (périmètre de l'OPAH-RU) :		
Nombre de lots dans la copropriété à usage : d'habitation		Autre qu'habitation

DECLARATION - ENREGISTREMENT

Ce local a-t-il déjà fait l'objet d'une déclaration sur declaloc.fr : Oui ; Non

Si oui, n° d'enregistrement :

Si non, je m'engage à effectuer la déclaration et à obtenir un numéro d'enregistrement

Avez-vous déclaré d'autres locaux sur declaloc.fr pour la même commune ? Oui ; Non

Si oui, préciser les adresses de ces biens ainsi que les numéros d'enregistrement :

Adresse

Numéro d'enregistrement :

Adresse

Numéro d'enregistrement :

Adresse

Numéro d'enregistrement :

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE LOCAL

Le local fait-il l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme (déclaration préalable ou d'un permis de construire) ? Oui ; Non

Si oui, veuillez renseigner les références de votre demande :

La date de dépôt de votre demande en Mairie :

PRESENTATION GENERALE DU PROJET DE CHANGEMENT D'USAGE
(y noter si nécessaire toutes précisions utiles non prévues dans le formulaire)

**NATURE DE LA DEMANDE DE DELIVRANCE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT
D'USAGE**

Cette demande est-elle une demande initiale de changement d'usage (première demande pour ce local) ?

Oui ; Non

Si non, préciser la date de la demande initiale :

Je sais que le nombre d'autorisations de changement d'usage est limité à une par personne physique. Je m'engage à ne pas en solliciter davantage sauf dans les cas expressément prévus au règlement .

Si vous disposez déjà d'une autorisation de changement d'usage pour un local et que vous sollicitez la délivrance d'une autorisation de changement d'usage supplémentaire, préciser l'hypothèse dans laquelle vous vous trouvez :

Je dispose d'un autre local sur la commune, mis à la location pour l'année

Adresse :

Je fournis la copie du bail et la justification de la propriété de cet autre bien.

Je pratique un régime de location mixte en louant de juin à septembre inclus à un travailleur saisonnier

Je fournis la copie du bail, une attestation sur l'honneur du propriétaire bailleur contresignée du travailleur saisonnier ainsi qu'une attestation sur l'honneur établie par l'employeur du travailleur saisonnier.

J'ai pris connaissance du fait que cette autorisation de changement d'usage supplémentaire ne vaut que pour une année :

ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR

- J'atteste sur l'honneur et certifie exact l'ensemble des éléments renseignés dans la présente demande de changement d'usage. En cas de fausse déclaration, l'article 441-7 du code pénal s'applique.
- J'atteste sur l'honneur que le local pour lequel est sollicité l'autorisation de changement d'usage est une construction régulièrement édifiée et conforme aux règles d'urbanisme en vigueur.
- J'ai pris connaissance du fait que je ne peux disposer que d'une seule autorisation individuelle et par foyer fiscal, sauf autorisation supplémentaire en cas de mise en location à l'année d'un autre local ou de location mixte (au moins 4 mois de juin à septembre inclus à un travailleur saisonnier).
- J'ai pris connaissance de l'ensemble des pièces à fournir sans lesquelles ma demande ne pourra pas être instruite par le service compétent, et, qu'à défaut de régularisation dans un délai d'un mois, ma demande sera définitivement rejetée.
- Je m'engage à ne pas exercer l'activité projetée tant que le service compétent n'a pas fait droit à ma demande de changement d'usage.
- J'atteste sur l'honneur que le local n'est pas insalubre, et qu'il répond aux normes de décence, d'hygiène, de salubrité et de sécurité publique en vigueur.
- Je m'engage sur l'honneur à ce que le changement d'usage et le meublé de tourisme ne génèrent aucune nuisance, ni danger, ni trouble anormal du voisinage au sens des dispositions de l'article L. 1253 du code civil, ni désordre pour le bâti
- J'atteste sur l'honneur que le local ne fait pas l'objet d'une conventionnement public ou privé, qu'il n'a pas bénéficié d'une aide publique, et qu'il ne relève pas d'un logement social.
- J'ai pris connaissance du fait que le Maire de la commune ou l'agent communal ou l'agent de la Communauté de communes dûment habilité peut, après m'avoir sollicité en ce sens dans un délai raisonnable, visiter le local objet de la demande de changement d'usage.
- J'ai pris connaissance du fait qu'en cas de non-respect du règlement applicable, je suis passible des condamnations prévues aux articles L. 651-2 et L. 651-3 du code de la construction et de l'habitation.

J'accepte que les échanges avec le service instructeur, réceptionnés et arrêtés adressés par lettre simple ou recommandée sans accusé de réception me soit exclusivement transmis par voie électronique. Si oui, j'ai bien noté que je dois signaler au service tout changement de mes coordonnées téléphone portable et/ou courriel : Oui ; Non

Fait à

Signature :

Le

Cette demande de changement d'usage, et l'ensemble des pièces justificatives, doivent être envoyées par mail à changement-usage@cubi.fr à partir du 1^{er} octobre. Vous pouvez être accompagné dans vos démarches numériques et administratives par le Service Information Sociale et Emploi.

ANNEXE

Liste des pièces à joindre au formulaire de demande :

Demande d'une autorisation initiale (= première demande)

- 1 / Titre de propriété ou attestation notariée de propriété ;
- 2 / Copie de la pièce d'identité du propriétaire – demandeur ;
- 3 / Le cas échéant, habilitation du mandataire ;
- 4 / L'avis d'impôt comportant la mention des membres du foyer fiscal¹.

En sus en cas de demande de renouvellement : joindre

- 5 / Copie de l'autorisation initiale ;

En sus en cas de demande(s) d'une autorisation supplémentaire :

❖ Si je loue à l'année un autre local :

- 5/ Titre de propriété ou attestation notariée de propriété de l'autre local ;
- 6/ Copie du bail justifiant la location à l'année.

❖ Si je pratique un régime de location mixte :

- 5/ Titre de propriété ou attestation notariée de propriété du local ;
- 6 / Copie du bail (location de juin à septembre à un travailleur saisonnier) ;
- 7 / Attestation sur l'honneur du propriétaire bailleur contresignée du travailleur saisonnier.
- 8 / Attestation sur l'honneur établie par l'employeur du travailleur saisonnier ;

¹ Il est de la responsabilité du demandeur d'occulter les mentions susceptibles de porter atteinte au secret de la vie privée et au secret bancaire. Les informations nécessaires à l'instruction sont les noms et numéros fiscaux des personnes présentes sur l'avis d'imposition.